

Shoah : la République « n'oubliera jamais »



C'était le 27 janvier 1945. L'armée soviétique entrait dans le camp d'Auschwitz-Birkenau. 70 ans après, alors que des juifs sont encore, de nos jours, assassinés pour leur confession, François Hollande s'est adressé au mémorial de la Shoah aux « Français de confession juive ». « Votre place est ici, chez vous. La France est votre patrie. » Il qualifie la hausse des actes antisémites comme « une réalité insupportable » et a annoncé que le gouvernement présenterait « d'ici la fin du mois de février un plan global de lutte contre le racisme et l'antisémitisme ». Devant une centaine de survivants parmi les quelque 75 000 juifs de France déportés sous Vichy, le président a fait la « promesse » que « la République n'oublierait jamais les victimes de la Shoah ».

Leçons grecques



Certains ont voulu voir dans les élections législatives anticipées de dimanche dernier en Grèce, un nouveau « Dimanche rouge » une sorte de « répétition générale », un grand soir révolutionnaire... La victoire historique du parti de gauche radicale Syriza fait rougir de plaisir la gauche radicale en France qui veut y voir à la fois le sursaut d'un vote anti austéritaire - ils ont raison - et une victoire sur la social-démocratie, ils ont tort. Il est normal qu'on soit heureux que la gauche gagne, mais la gauche ne gagne jamais contre une autre partie de la gauche.

Au petit matin, après ce grand soir, les annonces de coalition étaient claires : Syriza a choisi de s'allier à un autre parti. Ils ne voulaient pas du Pasok, jugé responsable de la situation du pays. Ils ne voulaient pas de To Potami, jugé trop centre gauche. Le Parti communiste (KKE), qui, dans les années 80, avait formé une coalition avec la Nouvelle démocratie (ND) pour battre le Pasok, avait quant à lui, annoncé qu'il n'entrerait

dans aucune coalition. C'est donc le parti ANEL, une scission d'un courant eurosceptique de la ND, qui est devenu le partenaire de Syriza.

Pour la gauche radicale, c'est la fin de l'innocence. Maintenant il faut gouverner le pays. Restaurer l'honneur des Grecs également. Cela passe aussi par le respect du vote des Grecs. La page qui se tourne est celle où Georges Papandreou qu'on oublie un peu vite avait tout fait pour à la fois sauver son pays en répondant aux demandes toujours plus pressantes de la Troïka, se faisant humilier par Merkel et Sarkozy...

LA GAUCHE DOIT S'UNIR

Le Pasok a joué un rôle déterminant dans la démocratisation et la modernisation du pays après la dictature, mais il a du même coup été associé au système qui a été rejeté depuis 2012.

Alexis Tsipras ne sera pas isolé en Europe. François Hollande lui a tendu la main car la victoire de Syriza est un point d'appui pour ceux qui veulent réorienter l'Europe. La France pourra parler aussi bien à Berlin qu'à Athènes.

La social-démocratie européenne doit élargir un débat qui existe un peu sur le plan national : le dialogue des gauches. Le temps des grands partis sociaux-démocrates dominants est révolu et une gauche radicale émerge, contestant une social-démocratie vieillissante qui apparaît comme faisant partie du système. Sigmar Gabriel avait annoncé au dernier congrès du SPD qu'il fallait apprendre à dialoguer avec Die Linke. Les forces de gauche ont désormais l'habitude de former des coalitions dans les pays nordiques... Mais il faut peut-être envisager de travailler à l'échelle continentale. L'unité de la gauche est une des conditions de sa victoire alors que sa division ne peut conduire qu'à des déboires.

« Un grand bond en avant pour la réorientation de l'Europe »

Pour Pervenche Bérès, présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen, la victoire de Syriza est « un grand bond en avant pour la réorientation de l'Europe ». Elle relève que le message envoyé par les électeurs grecs est « résolument européen, pour une autre Europe, attachée à la démocratie et porteur d'espoir pour les Grecs et l'ensemble du continent ». Elle rappelle que pendant la législature passée, c'est sous la responsabilité de Liêm Hoang-Ngoc « que le Parlement européen a dénoncé les agissements de la Troïka en Grèce ». « Sans cesse nous avons appelé à une gouvernance économique placée sous le digne de la démocratie », souligne-t-elle. « Le message envoyé par les électeurs grecs doit être entendu par les partisans de la saignée comme méthode thérapeutique. Après la décision historique de la BCE (de lancer un programme de rachat des dettes souveraines), cette victoire de Syriza donne aux progressistes européens de nouvelles responsabilités pour lutter pour plus de justice sociale, contre l'évasion fiscale et pour des politiques d'investissements qui permettent la création d'emplois. »

L'antisémitisme « n'a pas perdu ses racines »

Mardi 27 janvier, le président de la République a prononcé un discours au Mémorial de la Shoah à Paris, lors des célébrations de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau par l'armée soviétique.

Ces commémorations ont lieu à un moment particulier, ce que François Hollande n'a pas manqué de relever. De l'attentat de la rue Copernic en 1980, à l'attaque de l'HyperCasher porte de Vincennes le 9 janvier, des juifs sont, encore de nos jours, pris pour cible en France. « *Ils sont morts, non pas pour ce qu'ils avaient fait, mais pour ce qu'ils étaient : des juifs* », souligne le président.

François Hollande a réaffirmé l'attachement de la République aux juifs français, « *cette France qui les aime, comme elle aime tous ses enfants* ». De fait, les interrogations d'une partie des juifs de France sur la nécessité d'un retour en Israël constituent « *une blessure terrible pour la République* ».

Il constate que l'antisémitisme avait « *changé de visage* » mais n'avait pas « *perdu ses racines millénaires* », conservant les ressorts que sont « *le complot, le soupçon, la falsification* ». « *Aujourd'hui, il se nourrit de la haine d'Israël. Il importe ici les conflits du Moyen-Orient* », a ajouté le président.

DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LE RACISME

François Hollande a donc annoncé plusieurs mesures afin de lutter contre l'antisémitisme et le racisme. Sur le plan de la sécurité, il souhaite « *aller plus loin, en améliorant la visibilité et l'efficacité des sanctions* », en généralisant « *la caractérisation raciste et antisémite comme circonstance aggravante d'un délit* », en sortant « *la répression de la parole raciste et antisémite du droit*

de la presse pour l'intégrer au droit pénal général », ainsi qu'en prononçant « *des peines alternatives à valeur pédagogique exemplaire et des stages citoyens* ».

Le président de la République a vu dans les élèves ayant brisé l'unité nationale, « *une nouvelle alerte* » : « *L'un des instruments pour désamorcer cette ignorance, c'est l'enseignement de l'histoire de la Shoah* », qui doit pouvoir être enseignée « *partout, sans aucune restriction* ».

Le président de la République a appelé à une meilleure régulation du numérique, au niveau européen et international, afin de « *protéger les utilisateurs d'internet et des réseaux sociaux de la haine et du conspirationisme* ».

François Hollande a aussi réaffirmé sa volonté que le « *gouvernement présente un plan global de lutte contre le racisme et l'antisémitisme* ».

Loi Macron : le PS affiche ses positions

L'examen en séance du projet de loi Macron sur la croissance et l'activité a débuté lundi 26 janvier. Le parti socialiste a affiché sa position dans un mémorandum voté au bureau national du 2 décembre 2014. Pour le PS, « *une loi de gauche pour la croissance et l'activité est nécessaire pour moderniser la France* ».

Le PS « *soutient des réformes structurelles renforçant le rôle de régulation que l'Etat doit jouer pour libérer la création et l'innovation en les protégeant des comportements de pillages et des dangers d'entrée dans la mondialisation* ». Il porte notamment deux réformes importantes :

- La protection des actionnaires fondateurs des PME. Il s'agit de renforcer les droits des actionnaires minoritaires en France.
- Une modernisation indispensable des conseils de surveillance.

En ce qui concerne le travail du dimanche, il « *doit demeurer l'exception et ouvrir droit dans tous les cas à compensations* ». Outre la

question sociale, « *une banalisation n'aurait pas d'impact positif sur la croissance* ». L'élargissement des autorisations de travail du dimanche « *doit se concentrer sur le cas des zones touristiques à caractère international et celui des territoires périurbains notamment de l'agglomération parisienne. Il ne semble par conséquent pas nécessaire d'aller sur l'ensemble du territoire national au delà de 5 dimanches ouverts par an, afin de conserver le droit au repos dominical et le caractère exceptionnel de ce travail.* »

DIALOGUE SOCIAL

Concernant les professions réglementées judiciaires (avocats, notaires etc.), l'ouverture du capital « *semble déconnectée de l'objectif de faciliter l'accès à ses professions de plus de personnes* ». Les socialistes insistent sur la notion de « *service public* » dont ces professions sont en charge. « *Engager*

une réforme des professions juridiques doit s'inscrire en cohérence avec l'existence d'un service public de la justice de meilleure qualité et a tout le moins ne pas affaiblir l'existant. Pour cela il faut toujours préserver le maillage territorial (afin éviter d'accentuer la désertification des zones rurales ou des zones de banlieues), l'accès au droit, la sécurité juridique, la pérennité des activités. »

Par ailleurs, le PS insiste sur l'importance du respect du dialogue social : « *nous demandons à ce que les accords sociaux signés ne soient pas violés, notamment en ce qui concerne les seuils sociaux en entreprise, l'actionnariat salarié, les travailleurs en situation de handicap et l'ordre des licenciements. Les modifications éventuelles du code du travail, notamment portant sur le contrat de travail, doivent également être soumises à négociation sociale.* »



Rassemblement des Secrétaires de section
1^{er} février 2015 à la Mutualité

FAIRE VIVRE LA RÉPUBLIQUE

Suivez les débats en direct et retrouvez
l'intégralité sur parti-socialiste.fr
Sur Twitter : #secsecPS

Rendez-vous à la Maison de la Mutualité,
24, rue Saint-Victor, 75005 Paris
à partir de 8h30

